

UN MONDE HORS LIMITES : LA GUERRE SANS LA FAIRE...

L'ENVERS DES CARTES

Toujours trop pressée, bardée de certitudes idéologiques et ne travaillant pas suffisamment les dossiers, la presse occidentale a aussitôt qualifié d'« échec » le sommet d'Hanoï... Trop contents d'annoncer un revers pour Donald Trump – honni de la bien-pensance médiatique -, les journalistes en ont aussi profité pour ressortir quelques poncifs sur la Corée du Nord, la Chine et les autres forces du mal. En « Editorient », Guillaume Berlat nous rappelle quelques fondamentaux basiques de la diplomatie, notamment la gestion du temps, d'un temps diplomatique qui s'inscrit souvent dans la longue durée comme ce fut le cas notamment pour les guerres des Balkans ou le dossier nucléaire iranien...

Cet épisode asiatique intervient dans une actualité assez révélatrice du délitement de notre temps. Celui-ci se caractérise par une succession de « moments géopolitiques déliés », n'étant dominé par aucun événement réellement structurant. L'actualité nourrit une « tendance dominante » qui finit par tout lisser et recouvrir les choses d'une anomie commune, générale et persistante. En s'agrégeant, les troubles sociaux, les nuisances environnementales et les conflits armés paraissent annoncer des guerres porteuses de ruptures fondamentales. Or, rien ne se passe et tout finit par se transformer en autant de postures d'évitement dans une confusion qui n'en demeure pas moins des plus morbides.

Ainsi, en va-t-il aujourd'hui de la dernière escalade survenue entre l'Inde et le Pakistan, des menaces et des sanctions qui s'accumulent contre l'Iran, d'un nouvel embargo commercial qui frappe la Syrie ou des manifestations qui se sont emparées du Venezuela et de l'Algérie.

CACHEMIRE EN APESANTEUR DEPUIS 1947

Vendredi dernier, cliquetis et déploiements de forces spéciales dans un Cachemire qu'Inde et Pakistan se disputent depuis leur indépendance en 1947. Séquelle théologico-politique héritée de l'empire britannique, les deux ex-colonisés revendiquent chacun cette zone montagneuse à majorité musulmane, déjà à l'origine de deux guerres conventionnelles passées. D'intenses tirs d'obus y ont été signalés des deux côtés de la ligne de démarcation. Onze personnes ont été tuées ce même vendredi dernier dans la seule partie indienne du Cachemire. Quatre civils avaient trouvé la mort plus tôt dans la semaine côté pakistanais, des milliers d'autres ayant fui leurs villages, selon les autorités locales.

Le 27 février dernier, le Pakistan a annoncé avoir abattu deux avions de chasse indiens et fait prisonnier l'un des pilotes, qu'il s'est empressé d'exposer devant les caméras de télévision. En représailles, l'Inde affirme avoir abattu un avion de chasse pakistanais. Les chancelleries s'agitent forcément lorsque deux puissances nucléaires en viennent ainsi aux mains. Les télégrammes diplomatiques ont relaté que cette bataille aérienne n'est que la dernière étape en date d'une escalade militaire qui couve depuis le 14 février, lorsqu'un attentat suicide a tué au

moins 42 soldats indiens au Cachemire. L'Inde a aussitôt pointé du doigt des militants cachemiris armés par les services spéciaux de l'armée pakistanaise.

Ce vendredi 1er mars, le Pakistan a fini par remettre remis le pilote à l'Inde. Vendredi dernier, le lieutenant-colonel Abhinandan Varthaman, vêtu en civil, a traversé à pied le poste-frontière de Wagah, avec ce qui ressemblait à un œil au beurre noir. Accompagné d'une femme et de plusieurs militaires armés, il s'est arrêté quelques instants le temps que la haute grille séparant les deux pays s'ouvre devant lui. Une fois passé en territoire indien, il a serré la main d'un militaire, tandis qu'un autre lui a donné une accolade. Des milliers de personnes avaient attendu toute la journée côté indien, agitant des drapeaux et chantant des slogans pour accueillir celui qui est devenu un héros dans son pays.

Le ministère pakistanais des affaires étrangères a souligné que cette libération « avait pour objectif de faire baisser les tensions croissantes avec l'Inde ». Son arrivée a été saluée par le Premier ministre indien, Narendra Modi : « bienvenue à la maison, lieutenant-colonel Abhinandan ! La nation est fière de votre courage exemplaire », a écrit le dirigeant sur un réseau numérique. Doit-on cette soudaine désescalade aux bienfaits de la dissuasion nucléaire ? La question reste posée...

Le Pakistan compte moins de 200 millions d'habitants face à son voisin indien qui en dénombre plus d'un milliard trois cent mille. L'armée indienne est presque quatre fois supérieure en nombre à celle du Pakistan. Ce dernier n'aurait donc que peu de chances de repousser une invasion indienne en bonne et due forme sans l'usage d'armements nucléaires tactiques. « Voilà ce que je demande à l'Inde », a proclamé le premier ministre pakistanais Imran Khan : « étant donné leurs armes et les nôtres, pouvons-nous nous permettre la moindre erreur de calcul ? Toute escalade serait incontrôlable, pour moi comme pour Modi ».

Narendra Modi n'a pas immédiatement répondu, mais dans les jours qui ont suivi l'attentat-suicide visant les troupes indiennes, Modi et Khan avaient tous deux affirmé qu'il était préférable de mettre en valeur tout ce que leurs pays avaient en commun. Même les hauts gradés de l'armée pakistanaise s'étaient montrés conciliants. Un porte-parole de l'armée avait affirmé que les bombardements ciblant le territoire contrôlé par l'Inde étaient effectués pour éviter des pertes militaires et civiles plus lourdes : « le seul but de cette opération était de faire la démonstration de notre droit à l'autodéfense, et de notre détermination – et de notre capacité – à l'assurer. Nous ne voulons pas d'escalade de la violence, mais nous sommes parfaitement préparés à cette éventualité si l'on nous y force ».

Dans cette logique du « retenez-moi, sinon je fais un malheur », si Donald Trump n'a pas pipé mot alors qu'il se trouvait à Hanoï, la Chine quant à elle est très vite intervenue auprès de son client et obligé pakistanais. Le silence du premier et la diplomatie silencieuse du second sont symptomatiques d'un monde dans lequel les Etats-Unis comptent moins... Très engagée commercialement dans le « Pays des purs », Pékin s'est aussitôt félicité de la désescalade guerrière en promettant à Islamabad de nouveaux investissements portuaires !

L'IRAN ENCERCLE DEPUIS 40 ANS

Plus à l'ouest, la situation est encore plus paradoxale, hyperréaliste, proprement ubuesque : la Perse millénaire, îlot de paix, de culture et de stabilité, encerclée de pays instables ou en guerre est déclarée menace mondiale numéro une par des Etats-Unis dont on vient pourtant de souligner le déclin. C'est en effet à y perdre son latin stratégique : qu'on aime ou pas le

régime iranien (et ce n'est pas le point), force est de reconnaître – à l'occasion de la commémoration de ses quarante années d'existence – que la République islamique a su reconstruire une certaine stabilité après avoir dû faire face à huit années d'une guerre extrêmement meurtrière avec l'Irak de Saddam Hussein, initiée par les Etats-Unis, la grande Bretagne et la France avec le soutien de l'ensemble des pays occidentaux !

Ces mêmes pays soutiennent aujourd'hui encore la folle idée agitée en janvier dernier par le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo de créer une « OTAN arabe » contre l'Iran, permettant ainsi à Washington de dépenser moins d'argent dans la région... Dans son obsession à traquer les niches fiscales stratégiques, la Maison blanche veut aller jusqu'au bout de son obsession qui confine au délire : déconstruire brique par brique tout – disons bien tout – ce que Barack Obama a tenté de mettre en œuvre, tant sur les dossiers internationaux que domestiques.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, voilà que le FBI vient d'élever Hamza (le fils d'Oussama Ben Laden) à la dignité d'ennemi planétaire numéro un, laissant entendre qu'il pourrait se cacher en Iran. Dans cet acharnement contre ce pays pourtant en paix les Occidentaux sont, en outre amenés à soutenir inconditionnellement Israël qui, selon Mike Pompeo, combat militairement l'Iran en Syrie. Le chef de la diplomatie américaine a même promis que Washington continuerait à « faire en sorte qu'Israël conserve la capacité militaire de se défendre contre l'aventurisme agressif du régime iranien ». Comment mieux confondre l'effet avec la cause ?

Quant aux alliés sunnites de Washington, déjà fort mobilisés contre l'Iran, ils sont appelés à se coordonner et à « dépasser les vieilles rivalités » pour s'engager dans le combat commun contre l'Iran... L'allusion vise la rupture qui persiste entre l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis (EAU), Bahreïn et l'Egypte d'une part, et le Qatar d'autre part, où se trouve la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient et de grandes réserves gazières.

Mais comme si cela ne suffisait pas, les Etats-Unis – appuyés par l'Union européenne – ont édicté en début d'année de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran. De fait les Etats-Unis poussent clairement leurs alliés à faire la guerre à l'Iran. Là-encore la guerre n'aura pas lieu, parce que l'Iran est une puissance régionale qui dispose d'un important stock de missiles de croisière pouvant cibler très rapidement l'ensemble du dispositif saoudien de production et de raffinage pétrolier et gazier. Qui plus est, les vedettes rapides des Gardiens de la révolution peuvent miner et bloquer en quelques heures le détroit d'Ormuz, si vitale pour l'approvisionnement énergétique du monde.

Dans tous les cas de figures, et malgré cette convergence américano-européenne avec les pays du Golfe et Israël, la guerre contre l'Iran n'aura pas lieu parce qu'elle ne peut pas avoir lieu... Comme ils l'ont fait et continuent à le faire en Amérique latine et ailleurs, les Américains multiplieront les coups bas avec leurs drones, mercenaires, révolutions de couleurs et autres aides humanitaires contre un Iran décrété ennemi international numéro un !

LA SYRIE ASSIEGEE DEPUIS 2011

En Syrie les Etats-Unis et leurs alliés ont clairement perdu la partie et continuent à entretenir le mythe de la caverne et son théâtre d'ombres. Avec le soutien des forces russes, iraniennes et du Hezbollah libanais, l'armée gouvernementale syrienne a pu reconquérir la quasi-totalité de son territoire national. Le dernier réduit jihadiste de la poche d'Idlib (au nord-ouest du

pays, en lisière du gouvernorat d'Alep) est en passe d'être maîtrisé, de même que les dernières poches de *Dae'ch* (organisation « Etat islamique ») à l'est, sur la frontière avec l'Irak.

Mais là tenez-vous bien, il s'agit d'entretenir une fiction dont le jeu ne fera pas illusion très longtemps : l'éradication des groupes terroristes par les seules forces kurdes alliées à la coalition américaine. Ainsi assiste-t-on à un déferlement de reportages sur l'assaut mené contre le dernier réduit de l'« Etat islamique ». « Je peux encore sortir ? Un missile a explosé à trois mètres de nous. Ils ont bombardé une maison avec des femmes françaises et des enfants. Ils sont sous les décombres, des gens crient d'en dessous. On a dû sortir de la maison car trop proche des combats. Avec moi, on est une dizaine », écrit, affolée, au *Monde* sur *WhatsApp*, vendredi 1^{er} mars au soir, Elise (le nom a été modifié), une jihadiste francophone toujours présente à Baghouz avec son mari.

Il s'agit aussi d'accréditer que la présence illégale de forces occidentales en Syrie – qui contrairement à la Russie et l'Iran n'ont pas été invitées par les autorités syriennes, intervenant donc en toute illégalité internationale – est justifiée afin de poursuivre la lutte contre le terrorisme et notamment contre des jihadistes européens et français. Avec le feuilleton quotidien de la dernière bataille menée aux abords de la localité de Baghouz, le message est parfaitement clair : les jihadistes européens qui ne seront pas neutralisés en Syrie finiront par rentrer chez eux, c'est à dire chez nous, pour commettre de nouveaux attentats.

Certes, les factions kurdes ont lutté contre *Dae'ch*. Elles ont aussi attaqué les forces syriennes et nombre de villages chrétiens, certaines de leurs factions se ralliant directement à *Jabhat al-Nosra*, c'est-à-dire Al-Qaïda en Syrie. Actuellement, les Kurdes de Syrie reprennent les négociations avec Damas qu'elles avaient interrompues en 2013. A terme, les dernières forces américaines et françaises auront quitté la Syrie pour se replier en Irak. C'est là, toujours selon Mike Pompeo, que se déploie désormais le nouveau « cordon sanitaire » destiné à endiguer la « menace iranienne ».

Même si la bataille de Syrie est perdue, les Etats-Unis cherchent encore à persuader le monde qu'ils n'ont pas perdu la guerre, en inventant de nouvelles sanctions économiques contre Damas (comme pour l'Iran) soutenues par l'Union européenne et la France. Dans plusieurs villes de Syrie, les pauvres gens doivent se battre pour acquérir quelques bouteilles de gaz. L'hiver est rude, les températures pouvant descendre à moins dix ou quinze degrés pendant que les marines américaines et israéliennes bloquent des bateaux qui devaient accoster à Tartous ou Lattaquié... Pour les Etats-Unis et leurs alliés, la guerre conventionnelle est perdue en Syrie, mais elle reste en passe de ressurgir dans l'Irak voisin, tandis que comme en Iran, Washington cherche à affamer les pauvres gens.

A défaut de poursuivre principalement la lutte contre le terrorisme – alibi facile -, le maintien de forces militaires occidentales dans la région est surtout destiné à ménager quelques strapontins dans le processus à venir des reconstructions économique et politique de la Syrie. Les affaires doivent continuer !

DU YEMEN AU VENEZUELA

Le découpage à la scie à métaux du « journaliste » Jamal Khashoggi dans les locaux du consulat saoudien d'Istanbul aura au moins servi à quelque chose : affaiblir l'arrogant prince héritier Mohammed Ben Salman et obliger son père le Roi à lâcher du lest sur le Yémen, l'un des pays les plus pauvres du monde que Riyad s'obstine à bombarder depuis 2015. Ainsi,

après plusieurs discussions tenues en Suède, le représentant spécial des Nations unies, Martin Griffiths, a pu mettre en œuvre un cessez-le-feu et faire rouvrir le port stratégique d'Hodeïda sur la mer rouge.

Au Venezuela, malgré l'infiltration de ses commandos *Delta* depuis Panama et la Colombie, Washington pourra difficilement refaire le coup du débarquement de la Grenade (25 octobre 1983) ou de *Golpe* type Chili en septembre 1973. Après le coup d'Etat constitutionnel fomenté contre Dilma Rousseff et l'emprisonnement de Lula à la veille de la dernière élection présidentielle, qui a porté le fasciste Bolsonaro au palais du Planalto, Washington a mis en œuvre un nouveau plan Condor¹ destiné à ce que l'Amérique Latine redevienne l'arrière-cour des Etats-Unis. De nouveau sont actionnés tous les moyens possibles de déstabilisation économique, la démultiplication de mercenaires et de toutes sortes de sociétés militaires privées, ainsi que les aides « humanitaires » de USAID dans le sillage desquelles fleurissent la propagande, les sabotages et les ingérences politiques.

PHENOMENOLOGIE ET CRISES DES SCIENCES EUROPEENNES

Aux ingérences humanitaires de ce cher docteur Kouchner – l'ami de Tzipi Livni, barbouze israélienne et ex-députée du Likoud -, correspond une « anomie domestique » qui participe, elle aussi, au triomphe de la « guerre de tous contre tous ». C'est un même processus : on prétend exporter des valeurs démocratiques qu'on ne respecte pas chez soi. Tout au contraire, l'anomie domestique favorise une régression continue à l'état de nature.

La guerre au coin de la rue, ce sont ces adolescentes chaussées de rangers aux semelles renforcées, ou d'autres zombis qui ont troqué leurs habits d'étudiants pour des uniformes kakis ou des tenues camouflages. Ce sont aussi des gens des beaux quartiers qui sillonnent nos centres villes à bord de 4X4 tout terrain et surélevés, consommant trois fois plus qu'un véhicule normal. D'autres prédateurs roulent fièrement sur différentes machines dont des trottinettes électriques repoussant les idiots à pied, sûrs d'une impunité conquérante, des bidules dans les oreilles les isolant des choses de la vie comme des bombardiers en piquée. Et lorsque la machine s'arrête, elle est aussitôt abandonnée, en rase campagne au beau milieu de trottoirs fréquentés – pour bien narguer les autres et les forcer à admettre la privatisation de l'espace public ; une privatisation où la machine doit dominer sans partage.

Dans les années trente, Edmund Husserl nous a appris à déchiffrer la signification des objets, dans leur matérialité brute, sinon brutale. Appliquées à notre monde, ses techniques de compréhension d'une phénoménologie à l'usage de la vie quotidienne rendent compte aujourd'hui d'une généralisation de l'imaginaire de la guerre, d'une multiplication marchande de ses symboles, de ses techniques et de son esthétique.

Au milieu des années 1930, le père de la phénoménologie décrit une espèce de basculement du monde qui annule le sens et les repères patiemment élaborés par les sciences exactes et humaines ; un basculement dans une espèce de « naufrage sceptique ». Dans la *La Crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*², Edmund Husserl se propose d'analyser les causes de cette crise (qui est en réalité une crise de la raison) en remontant aux origines de l'Europe dont il va chercher à montrer qu'elles déterminent son destin à la façon d'une « entéléchie » – c'est-à-dire en parvenant à l'état complet de l'affirmation de son être.

Et ce que Husserl reproche alors aux nouvelles orientations des sciences de son temps, c'est d'avoir creusé un fossé infranchissable entre elles (le monde de la science) et le monde de la

vie, celui de l'environnement quotidien (Lebenswelt). Son appel en pleine montée du fascisme italien et du nazisme allemand : réveiller sous la forme de la « philosophie transcendante » l'immanence de la raison dans l'individu, qui définit son humanité.

Edmund Husserl : « la science est incapable de guérir la conscience européenne, elle n'a rien à nous dire concernant les problèmes fondamentaux de l'existence et loin d'être neutre, elle peut être, dans ses applications techniques, un puissant auxiliaire de la barbarie ». Aujourd'hui, on ferait bien à y regarder deux fois avant de s'émerveiller devant les voitures sans chauffeur et les manipulations des docteurs *Folamour* qui veulent réparer le monde, augmenter l'homme et le soldat au-delà de leurs capacités naturelles limitées.

On l'a vue à travers nos exemples asiatiques, proche-orientaux et latino-américains : à défaut d'assumer et de mener des « vraies guerres ouvertes », les puissances actuelles imposent et généralisent des procédures d'une guerre hors limites dans à peu près tous les secteurs de l'activité humaine. Comme l'écrivaient deux officiers de l'armée de l'air chinoise dans les années 1990³ : « la guerre classique est morte, vive la guerre hors limites ». En conclusion de leur manuel, les colonels Qio Liang et Wang Xiangsui ont l'avantage d'annoncer la couleur : « pour la guerre hors limites, la distinction entre champ de bataille et non-champ de bataille n'existe pas. Les espaces naturels que sont la terre, la mer, l'air et l'espace sont des champs de bataille ; les espaces sociaux que sont les domaines militaire, politique, économique, culturel et psychologique sont des champs de bataille ; et l'espace technique qui relie ces deux grands espaces est plus encore le champ de bataille où l'affrontement entre les forces antagoniques est le plus acharné. La guerre peut être militaire, paramilitaire ou non militaire ; elle peut recourir à la violence et peut être aussi non-violente ; elle peut être un affrontement entre militaires professionnels ainsi qu'un affrontement entre les forces émergentes principalement constituées de civils ou de spécialistes. Ces caractéristiques marquent la ligne de partage entre la guerre hors limites et la guerre traditionnelle, et elles tracent la ligne de départ des nouvelles formes de guerre ».

Ils ajoutent : « en outre, il est urgent que nous élargissions notre champ de vision concernant les forces mobilisables, en particulier les forces non militaires. A part diriger l'attention comme par le passé sur les forces conventionnelles, nous devrions porter une attention spéciale à l'emploi des 'ressources stratégiques' intangibles comme les facteurs géographiques, le rôle historique, les traditions culturelles, le sentiment d'identité ethnique ainsi que le contrôle et l'utilisation de l'influence des organisations internationales ». Nous y sommes.

Bonne lecture et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

4 mars 2019

¹ Le plan Condor (en espagnol : Operación Cóndor) est le nom donné à une campagne d'assassinats et de lutte anti-guérilla conduite conjointement par les services secrets du Chili, de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay, avec le soutien tacite des États-Unis au milieu des années 1970. Les dictatures militaires alors en place en Amérique latine — dirigées à Santiago du Chili par Augusto Pinochet, à Asuncion par Alfredo Stroessner, à Buenos Aires par Jorge Rafael Videla,

à Montevideo par Juan Bordaberry, à Sucre par Hugo Banzer et à Brasilia par Ernesto Geisel — ont envoyé des agents secrets poursuivre et assassiner les dissidents politiques jusqu'en Europe (France¹, Italie, Portugal, Espagne...) et aux États-Unis (phase 3 de l'opération Condor, qui culmina avec l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre de Salvador Allende, en septembre 1976 à Washington.

² Edmund Husserl : *La crise des sciences européennes et la phénoménologie transcendantale*. Editions Gallimard, 1989.

³ Qio Liang et Wang Xiangsu : *La Guerre hors limites*. Editions Payot&Rivages, 2003.